

L'exploitation, l'emploi et le revenu agricoles en Europe : forte évolution des structures françaises

Magali DEMOTES-
MAINARD

SCEES - Sous-direction
des synthèses
statistiques
et des revenus

La baisse du nombre d'exploitations agricoles et leur agrandissement est un phénomène commun à tous les pays de l'Union européenne. Toutefois, les conditions d'évolution apparaissent différentes entre les principaux pays agricoles. En particulier, c'est en France que, sur bien des points, l'évolution des structures est la plus marquée au cours des dernières années (1980-1995).

La dimension économique des exploitations s'accroît plus fortement en France qu'en Italie ou au Royaume-Uni, essentiellement par agrandissement de la surface moyenne. En revanche, les exploitations hollandaises compensent la faible augmentation de leur surface par une forte croissance de la marge brute à l'hectare. C'est en incorporant une plus grande quantité de travail à l'hectare que les Pays-Bas améliorent ainsi leurs rendements. La productivité du travail y progresse en effet moins vite qu'en France ou en Allemagne.

Exprimé en écus courants, le revenu agricole par exploitant augmente à un rythme comparable en France, en Allemagne occidentale et au Royaume-Uni. Il évolue plus faiblement en Italie et aux Pays-Bas.

1. Pour la période sur laquelle on dispose des données comparables, soit depuis 1983.

Sur la période 1979-1995, le nombre d'exploitations agricoles a baissé plus rapidement en France que dans les autres principaux pays agricoles de l'Union européenne. Seules l'Espagne¹ et la partie occidentale de l'Allemagne accusent un recul dont l'ordre de grandeur se rapproche de celui de la France. Le même décalage s'observe sur l'emploi. Qu'il soit mesuré par le nombre d'actifs ou en équivalent temps plein, c'est en France que l'emploi agricole a décliné le plus fortement, les taux allemands étant toutefois encore assez proches des taux français (tableau 1).

Ce « déclin démographique » plus accusé en France n'est pas lié à une déprise agricole

plus importante. La surface agricole globale a très légèrement décliné en France, à un rythme voisin de celui de ses principaux partenaires. L'Italie se démarque par une réduction de la surface agricole totale un peu plus forte, tandis que l'Espagne, au contraire, se distingue par une légère augmentation de sa surface agricole totale.

La surface moyenne s'accroît fortement en France

L'accroissement de la surface moyenne des exploitations françaises dépasse les deux

tiers entre 1979 et 1995, soit le taux le plus élevé des six pays considérés. Le rythme d'agrandissement en surface est un peu moindre mais reste important en Allemagne occidentale et en Espagne (sur la période 1983-1995). Mais en Espagne, c'est essentiellement la disparition de nombreuses exploitations de moins de 5 hectares qui explique ce résultat. Par ailleurs, l'unification allemande a fortement contribué à l'agrandissement de la taille moyenne des exploitations de la République fédérale. En 1995, la taille moyenne est de 30 hectares sur l'ensemble unifié, contre 22 hectares seulement dans la partie occidentale.

À l'inverse, l'accroissement moyen des surfaces est resté très faible en Italie comme au Royaume-Uni. Or ces deux pays présentent des caractéristiques opposées, avec des exploitations en moyenne très petites en Italie (6 hectares en 1995), et les plus grandes parmi les pays européens au Royaume-Uni, avec 70 hectares en 1995 (encadré p. 6).

En Italie, le nombre d'exploitations de moins de 5 hectares reste très important sur toute la période (près de 80 %, dont les deux tiers ayant moins de 1 hectare). Par ailleurs, le nombre d'exploitations de plus de 50 hectares n'augmente que lentement, à la différence de ce que l'on constate dans les autres pays. La répartition des exploitations par tranche de surface (au-dessus de 5 hectares) est aussi assez stable au Royaume-Uni et en Espagne (graphique 1).

L'agrandissement est en moyenne resté modéré aux Pays-Bas, notamment parce que les exploitations installées sur de très grandes surfaces restent peu nombreuses. En 1995, 6 % seulement des exploitations hollandaises ont plus de 50 hectares, et moins de 1 % plus

de 100 hectares, contre respectivement 27 et 10 % en France.

Marge à l'hectare : les Pays-Bas renforcent leur avance

La dimension économique, mesurée par la marge brute standard des exploitations agricoles, permet de prendre en compte des formes d'agrandissement non exclusivement liées à la surface (importance du cheptel, nature des cultures...).

Les marges brutes à l'hectare ont augmenté dans des proportions assez voisines dans les différents pays européens, à l'exception des Pays-Bas. La marge brute moyenne à l'hectare des exploitations néerlandaises était quatre fois supérieure à celle de la France en 1979, elle lui est plus de cinq fois supérieure en 1995 (tableau 2). La supériorité des Pays-Bas en matière de « rendement » à l'hectare se constate par rapport à tous les pays et à toutes les spécialisations agricoles. Elle est renforcée par un effet de structure, dans la mesure où l'horticulture (dont la marge brute à l'hectare est élevée) représente le quart du potentiel économique agricole aux Pays-Bas. La baisse relative de rendement constatée en Allemagne est exclusivement une conséquence de l'unification : sur la seule partie occidentale, l'évolution reste à peu près parallèle aux résultats français.

Entre l'agriculture très intensive des Pays-Bas et les structures britanniques – et surtout espagnoles – aux « rendements » à l'hectare beaucoup plus faibles, la France occupe une position intermédiaire. Avec une exception, toutefois, pour l'élevage laitier : la marge brute à l'hectare des élevages laitiers français est,

Tableau 1

Le nombre d'exploitations et l'emploi agricole ont diminué plus vite en France

En %

	Évolutions, en moyenne annuelle, entre 1979 et 1995 ¹						
	France	Allemagne		Pays-Bas	Royaume-Uni	Italie ¹	Espagne ¹
		Ensemble ²	Ouest				
Nombre d'exploitations	- 3,3	- 2,5	- 2,8	- 1,7	- 0,8	- 1,0	- 2,9
Actifs agricoles	- 3,5	- 2,5	- 3,2	- 0,6	- 1,5	- 0,8	- 1,8
Unités de travail annuelles	- 3,7	- 2,4	- 3,6	- 0,9	- 2,6	- 1,3	- 2,3
Surface agricole utilisée	- 0,2	+ 2,1	- 0,3	- 0,1	- 0,2	- 0,6	+ 0,6

1. Entre 1982 et 1995 pour l'Italie, entre 1983 et 1995 pour l'Espagne.

2. Territoire limité aux Länder de l'ancienne RFA en 1979 (Ouest), ensemble unifié en 1995.

Source : Eurostat

en moyenne, toujours inférieure à celle de chacun des principaux partenaires européens, signe de l'extensification relative du secteur laitier dans notre pays.

Des conditions d'agrandissement différentes

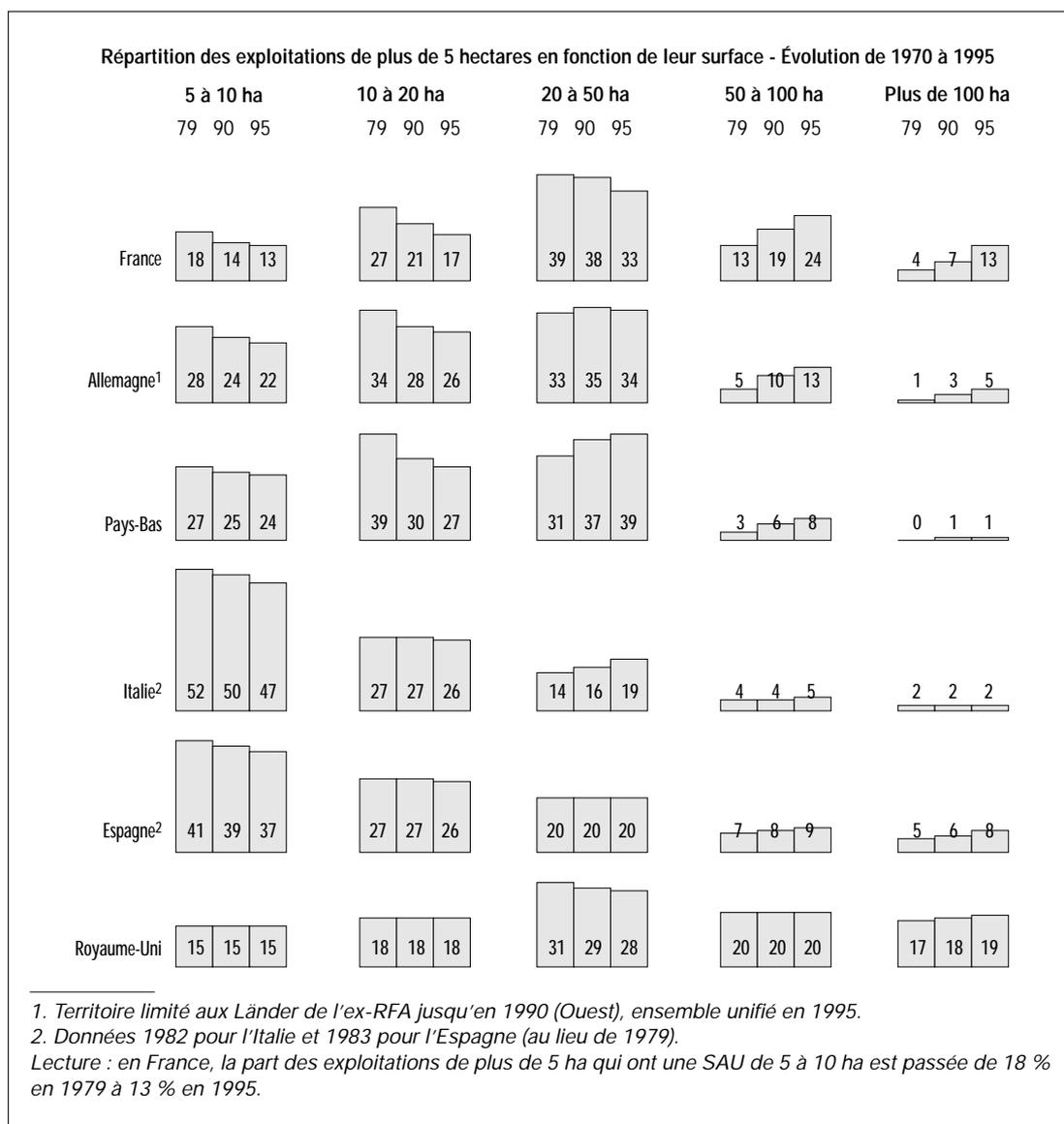
En termes de dimension économique, l'agrandissement des exploitations reste donc plus important en France qu'en Italie et au Royaume-Uni, essentiellement du fait d'une plus forte augmentation de la surface moyenne. Les Pays-Bas compensent la faible

augmentation des surfaces par une forte croissance de la marge brute à l'hectare. Seule les unités d'Allemagne occidentale se rapprochent des conditions d'agrandissement des exploitations françaises.

Les tendances à l'agrandissement des exploitations dans les différents pays européens ne semblent donc pas dictées par une logique de convergence. Les exploitations néerlandaises, dont la dimension économique moyenne est de loin la plus importante, continuent à se développer rapidement, tandis que la forte proportion de très petites exploitations ne se résorbe guère en Italie, et à peine plus vite en Espagne (graphique 2).

Graphique 1
L'augmentation de la surface des exploitations est la plus forte en France

En %



Source : Eurostat

Des structures agricoles typées selon les pays européens

En termes de potentiel économique, l'agriculture française se répartit en trois grands ensembles à peu près équivalents : grandes cultures et polyculture ; horticulture et cultures permanentes ; élevage spécialisé (à 80 % bovin) et polyélevage. Les exploitations mixtes représentent 11 % du potentiel économique total.

En Italie, pays de cultures diversifiées (grandes cultures, vignes, fruits, horticulture), l'élevage reste peu présent. L'Espagne présente des caractéristiques assez voisines, sinon que l'élevage ovin y est relativement développé. Les Pays-Bas ont trois « créneaux » : l'élevage laitier, l'horticulture et, dans une moindre mesure, les granivores. Le Royaume-Uni est essentiellement axé sur les grandes cultures, le lait et les ovins. En comparaison, le potentiel allemand et surtout français apparaît donc plus varié.

En nombre d'exploitations, l'élevage pèse en général plus lourd, du fait de nombreuses petites exploitations ovines et de bovins à viande, en France et au Royaume-Uni (notamment pour les bovins). L'Italie se distingue, au contraire, par de grosses exploitations laitières et de granivores, et de petites exploitations viticoles. Aux Pays-Bas, l'horticulture représente 26 % de la marge brute standard (MBS) et seulement 14 % du nombre d'exploitations.

Par leur taille, les exploitations françaises occupent en moyenne une position intermédiaire en Europe. L'Italie, l'Espagne et l'Allemagne

occidentale comptent beaucoup de très petites exploitations (en surface ou en marge brute). La surface moyenne des unités britanniques est près de deux fois supérieure à celle des françaises, mais l'agriculture y est moins intensive : la marge brute par exploitation n'est en moyenne supérieure que de 30 % à ce qu'elle est en France. Aux Pays-Bas, au contraire, les exploitations exercent une activité très intensive sur de petites surfaces.

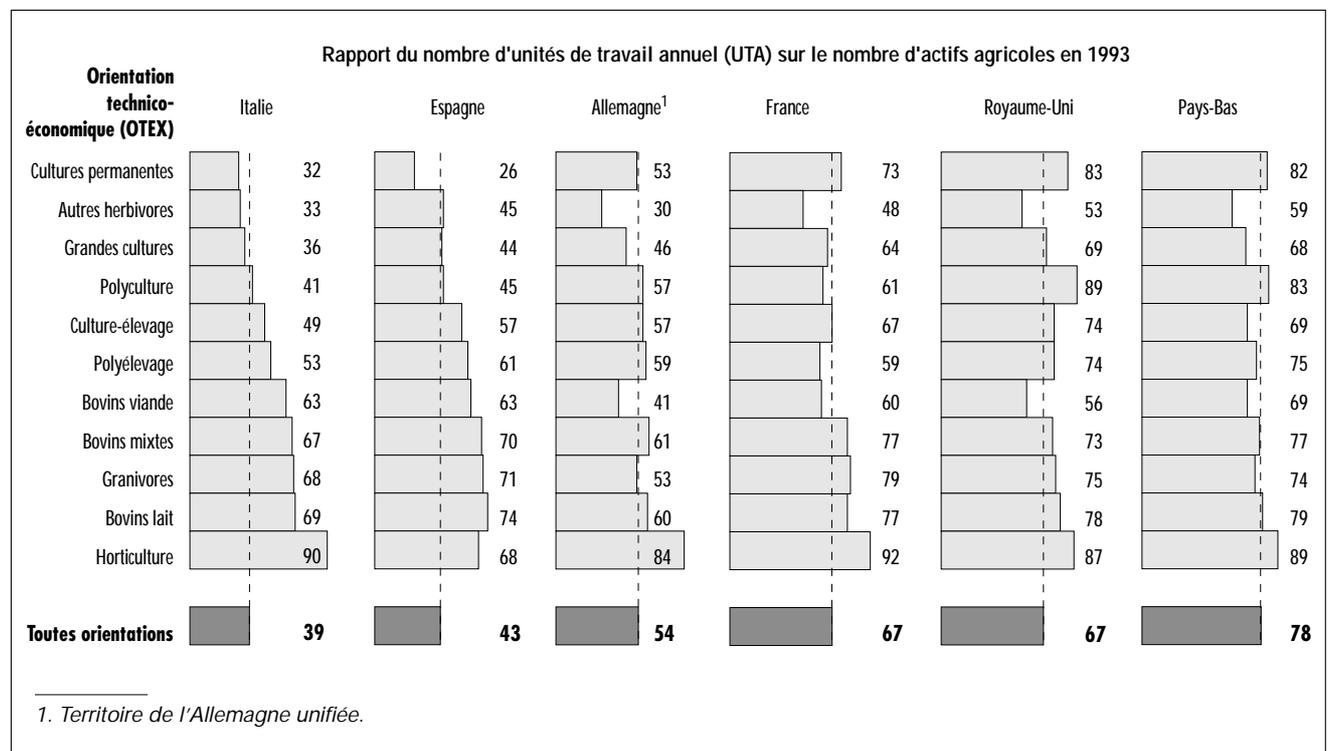
L'emploi moyen occupé par exploitation retrace à peu près cette même hiérarchie, mais avec des divergences beaucoup plus atténuées : la productivité du travail apparaît ainsi sensiblement plus faible en Italie et en Espagne, et à l'autre extrême importante aux Pays-Bas.

Le travail agricole à temps partiel est peu développé aux Pays-Bas et au Royaume-Uni, pays de grandes unités agricoles, et à l'inverse très présent en Italie et en Espagne, plus particulièrement en grandes cultures et en cultures permanentes. En Allemagne, le temps partiel est relativement fréquent dans toutes les activités.

Activité par activité, le temps partiel n'apparaît guère plus développé en France qu'aux Pays-Bas. Si le taux moyen est plus élevé en France, c'est en raison de l'importance de l'élevage bovin à viande et de la viticulture, secteurs à fort taux de temps partiel, alors que l'horticulture, où le taux de temps partiel est partout faible, domine aux Pays-Bas (graphique).

Graphique
Le temps partiel est développé au Sud, plus rare au Nord

En %



Source : Eurostat

Une diminution de l'emploi en grandes cultures

La réduction du nombre d'exploitations s'accompagne d'une diminution de la quantité totale de travail agricole. Cette diminution est d'autant plus forte que la quantité moyenne de travail par exploitation diminue dans tous les pays, à l'exception des Pays-Bas et de l'Espagne. D'une façon générale, l'emploi (mesuré en équivalent temps plein) tend à se réduire dans les exploitations de grandes cultures, ce qui explique pour l'essentiel le recul moyen observé en France, au Royaume-Uni et en Italie. À l'inverse, la

quantité de travail par unité horticole augmente en général, et particulièrement aux Pays-Bas, d'où l'évolution moyenne constatée dans ce pays.

C'est encore en France, suivie d'assez près par l'Allemagne occidentale, que l'emploi total agricole baisse le plus rapidement : entre 3,5 et 4 % de perte annuelle moyenne en équivalent temps plein (tableau 1). Pour l'ensemble de l'Allemagne, l'intégration des nouveaux Länder à partir de 1991 a augmenté l'emploi agricole d'environ 150 000 unités de travail annuel (UTA)² pour 170 000 actifs. Le recul de la quantité de travail total est moins marqué au Royaume-Uni et en Espagne (autour de 2,5 %), et plus faible

2. Une UTA correspond au travail fourni par une personne employée à plein temps pendant une année (8 heures par jour sur 275 jours ouvrés, soit 2 200 heures).

Tableau 2

Aux Pays-Bas, la très forte croissance des marges brutes à l'hectare compense le faible gain en surface

		France	Allemagne		Pays-Bas	Royaume-Uni	Italie ²	Espagne ²
			Ensemble ¹	Ouest				
Surface moyenne par exploitation (en hectares)								
Toutes orientations	1979	23	14	14	14	64	6	13
	1995	39	30	22	18	70	6	20
Grandes cultures	1979	40	16	nd	31	92	6	26
	1995	67	43	nd	35	113	7	42
Horticulture	1979	3	2	nd	3	8	2	2
	1995	7	4	nd	4	6	2	5
Cultures permanentes	1979	7	4	nd	5	nd	3	7
	1995	12	5	nd	6	17	3	7
Bovins lait	1979	23	17	nd	18	49	10	6
	1995	46	32	nd	29	65	15	10
Bovins viande	1979	27	12	nd	7	34	13	29
	1995	38	19	nd	9	36	11	36
Indice de marge brute à l'hectare (France base 100)³								
Toutes orientations	1979	100	131	131	396	71	146	61
	1995	100	113	135	549	74	155	53
Grandes cultures	1979	100	109	nd	214	108	142	36
	1995	100	98	nd	343	108	145	44
Horticulture	1979	100	126	nd	126	16	140	17
	1995	100	178	nd	382	111	220	41
Cultures permanentes	1979	100	214	nd	476	100	80	23
	1995	100	181	nd	383	116	65	25
Bovins lait	1979	100	144	nd	375	135	184	195
	1995	100	155	nd	494	179	221	140
Bovins viande	1979	100	158	nd	588	63	345	71
	1995	100	97	nd	796	76	249	43

1. Territoire limité aux Länder de l'ex-RFA en 1979 (Ouest), ensemble unifié en 1995.

2. Données 1982 pour l'Italie et 1983 pour l'Espagne (au lieu de 1979).

3. L'unité de mesure de la MBS européenne n'étant pas stable dans le temps, l'évolution des valeurs de la marge brute dans les différents pays serait difficile à interpréter. Ces valeurs ont donc été rapportées aux résultats français pour chacune des 2 années considérées.

Sources : Eurostat et AGRESTE - calculs SCEES

encore en Italie et surtout aux Pays-Bas. Ces écarts avec les évolutions constatées en France et en Allemagne occidentale correspondent essentiellement à une moindre croissance de la productivité du travail, à laquelle s'ajoute aux Pays-Bas un fort développement du potentiel économique global.

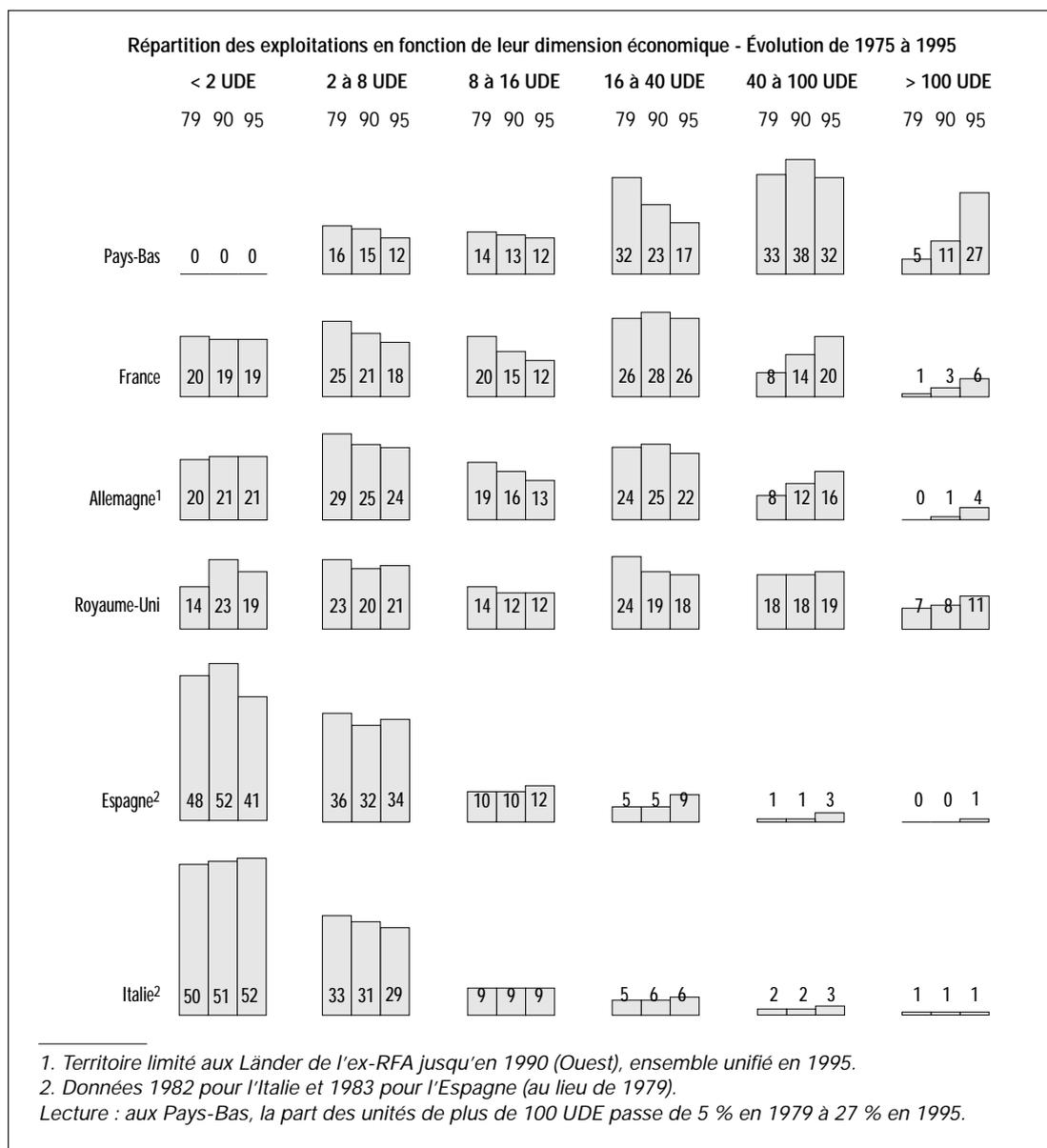
La productivité du travail, mesurée par le rapport de la marge brute à la quantité de travail, a connu en effet des progrès sensiblement plus importants en France et en Allemagne occidentale que dans les autres pays (tableau 3). Ce constat est assez général dans

les différents systèmes de production, à l'exception de l'horticulture. Aux Pays-Bas, en particulier, la productivité du travail a augmenté plus lentement qu'en France et c'est un recours plus intensif à la main-d'œuvre qui a permis, dans ce pays, l'amélioration rapide des « rendements » à l'hectare.

Au Royaume-Uni, le développement du temps partiel a fortement atténué la baisse du nombre d'actifs : 27 % des actifs étaient occupés à moins d'un mi-temps en 1979, cette part est passée à 40 % en 1995. Le

Graphique 2
L'augmentation de la dimension économique moyenne est la plus faible en Italie

En %



Source : Eurostat

développement du temps partiel est plus faible dans les autres pays, et tout particulièrement en France (graphique 3).

cette part rejoint ou dépasse en 1995 le niveau de 1979 (tableau 4).

L'âge moyen des chefs d'exploitation oppose les pays méditerranéens (Italie, Espagne), où plus de la moitié des chefs ont plus de 55 ans, à ceux du Nord (y compris la France). Le vieillissement de la pyramide des âges a été assez accentué, et de façon homogène, dans tous les pays entre 1979 et 1987. Depuis lors, les tendances sont plus contrastées. La part des chefs de moins de 55 ans s'est notamment redressée en France, au Royaume-Uni et en Espagne. Dans les deux premiers pays,

Productivité et revenu du travail agricole

La plus forte croissance des progrès de productivité en France se répercute sur l'évolution des revenus dégagés par l'activité agricole. D'après les résultats des comptes de l'agriculture, la valeur ajoutée globale, mesurée au coût des facteurs³ et exprimée en écus courants, a augmenté dans des proportions voisines en France, en Allemagne

3. C'est-à-dire indépendamment des régimes de fiscalité et de subventions.

Tableau 3
Des progrès de productivité plus importants en France et en Allemagne

		France	Allemagne		Pays-Bas	Royaume-Uni	Italie ²	Espagne ²
			Ensemble ¹	Ouest				
Nombre moyen d'UTA par exploitation								
Toutes orientations	1979	1,5	1,2	1,2	1,8	2,2	0,8	0,8
	1995	1,4	1,3	1,1	1,9	1,6	0,7	0,9
Grandes cultures	1979	1,4	0,8	nd	1,3	2,9	0,7	0,7
	1993	1,2	0,9	nd	1,3	2,1	0,6	0,7
Horticulture	1979	2,4	3,0	nd	2,5	5,3	1,6	0,8
	1993	2,8	3,6	nd	3,9	4,2	2,2	1,4
Cultures permanentes	1979	1,3	1,2	nd	1,9	nd	0,6	0,5
	1993	1,6	1,6	nd	2,4	3,6	0,6	0,5
Bovins lait	1979	1,6	1,5	nd	1,7	2,4	1,6	1,3
	1993	1,7	1,6	nd	1,8	2,4	1,9	1,7
Bovins viande	1979	1,3	0,9	nd	1,0	1,2	1,3	1,0
	1993	1,1	0,8	nd	1,2	1,1	1,4	1,3
Indice de marge brute par UTA (France base 100)³								
Toutes orientations	1979	100	96	96	210	130	63	58
	1995	100	98	92	188	115	45	44
Grandes cultures	1979	100	72	nd	180	118	45	43
	1993	100	76	nd	131	102	38	45
Horticulture	1979	100	53	nd	113	18	95	29
	1993	100	85	nd	159	60	97	54
Cultures permanentes	1979	100	116	nd	246	64	65	59
	1993	100	95	nd	127	70	39	43
Bovins lait	1979	100	115	nd	288	190	73	57
	1993	100	105	nd	276	178	69	41
Bovins viande	1979	100	106	nd	195	88	160	89
	1993	100	57	nd	167	67	103	53

1. Territoire limité aux Länder de l'ex-RFA en 1979 (Ouest), ensemble unifié en 1993 et 1995.

2. Données 1982 pour l'Italie et 1983 pour l'Espagne (au lieu de 1979).

3. L'unité de mesure de la MBS européenne n'étant pas stable dans le temps, l'évolution des valeurs de la marge brute dans les différents pays serait difficile à interpréter. Ces valeurs ont donc été rapportées aux résultats français pour chacune des 2 années considérées.

Sources : Eurostat et AGRESTE - calculs SCEES

occidentale, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni. L'Italie, avec une très faible croissance, et à l'inverse l'Espagne dont le développement est particulièrement rapide, se distinguent assez nettement des quatre autres partenaires. Mais si on raisonne par rapport à la quantité de travail engagé, la France

comme l'Allemagne se démarquent des deux autres pays du Nord, qui affichent des progrès de productivité (rapport de la valeur ajoutée à la quantité de travail) assez voisins de ceux de l'Italie (tableau 5).

Le revenu individuel des exploitants personnes physiques, après déduction des salaires, des intérêts et des fermages versés, a évolué à peu près comme la valeur ajoutée par tête en France, en Allemagne, aux Pays-Bas et en Italie. En revanche, en Espagne et au Royaume-Uni, le revenu familial par tête a augmenté sensiblement plus vite que la valeur ajoutée par tête : le revenu du travail non salarié a connu, en effet, une évolution plus favorable que le revenu de l'activité salariée.

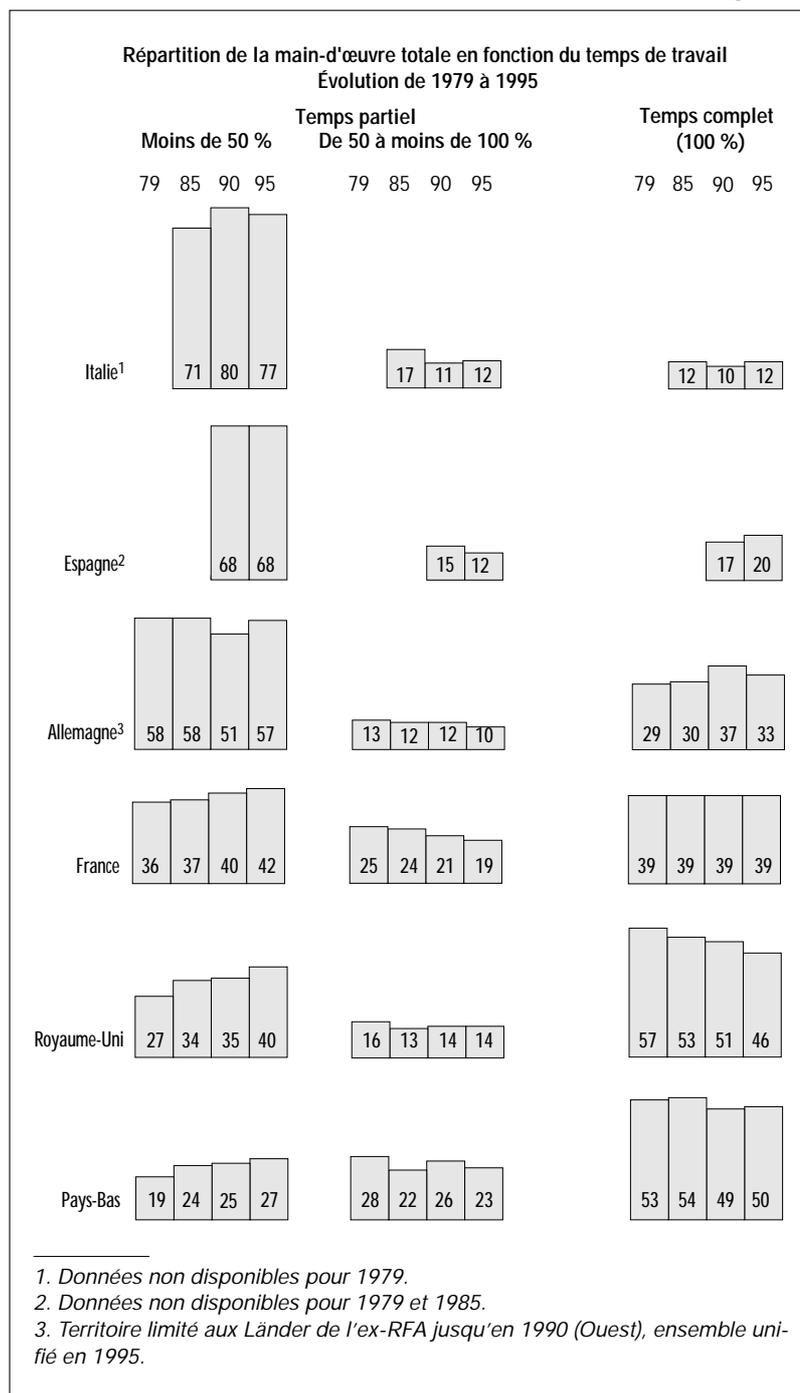
Les mêmes indicateurs exprimés en valeur réelle des monnaies nationales, c'est-à-dire déduction faite de l'évolution des prix intérieurs, présentent des hiérarchies un peu différentes, dans la mesure où le taux de change courant des monnaies peut ne pas refléter le différentiel d'inflation. En effet, les résultats en valeur réelle correspondent à l'évolution du pouvoir d'achat des revenus sur le marché intérieur de chaque pays, alors que les résultats en écus courants, outre qu'ils intègrent une hausse moyenne des prix dans les pays du système monétaire européen, constituent une mesure du pouvoir d'achat sur le marché européen.

Ainsi, en particulier, la dépréciation de la livre par rapport à l'écu au long de la période (3 % par an en moyenne) pèse sur les performances du Royaume-Uni quand elles sont mesurées en écus, c'est-à-dire en pouvoir

Graphique 3

Le travail à temps partiel domine en Italie, en Espagne et en Allemagne

En % du nombre d'actifs agricoles



Source : Eurostat

Tableau 4

Le vieillissement des agriculteurs est moins accusé en France

En %

	Part des chefs d'exploitations de moins de 55 ans		
	1979	1987	1995
France	59	55	61
Royaume-Uni	56	51	56
Espagne ¹	48	42	45
Pays-Bas	65	59	60
Allemagne ²	72	67	66
Italie ¹	45	40	36

1. Donnée 1982 pour l'Italie et 1983 pour l'Espagne (au lieu de 1979).

2. Territoire limité aux Länder de l'ex-RFA en 1979 et 1987, ensemble unifié en 1995.

Sources : Eurostat et AGRESTE - enquête structure

d'achat sur le marché européen. En valeur réelle de la monnaie nationale, le revenu agricole des exploitants britanniques a bénéficié d'une croissance comparable à celle de la France, et nettement supérieure à celle de l'Allemagne ; mais, exprimé en écus, le résultat du Royaume-Uni retombe au niveau observé Outre-Rhin (tableau 5).

L'Italie et l'Espagne ont illustré le phénomène inverse jusqu'au début des années quatre-vingt-dix : le différentiel d'inflation avec les autres pays européens était supérieur au glissement des monnaies italienne et espagnole par rapport à l'écu. Mais les dévaluations intervenues entre 1992 et 1995 ont pratiquement ramené la parité de pouvoir d'achat de l'écu dans ces pays au niveau des principaux autres partenaires. En conséquence, au cours des années les plus récentes, les évolutions de revenu en Espagne et en Italie sont sensiblement moins favorables quand elles sont évaluées en écus.

Un renforcement général de la spécialisation

Les exploitations européennes tendent à se recentrer sur une activité dominante. Ce phénomène transparait tout d'abord dans le poids décroissant des orientations « multiactives ». Les orientations mixtes culture-élevage représentaient au début des années quatre-vingt environ 20 % du potentiel économique en

Allemagne et en Espagne, entre 10 et 15 % au Royaume-Uni, en France et en Italie. Leur poids était plus faible aux Pays-Bas, traduisant une spécialisation déjà importante. Quinze ans plus tard, ce poids s'est partout réduit, mais plus particulièrement en Espagne et au Royaume-Uni.

Une autre façon d'observer la spécialisation est d'étudier la part des exploitations ayant un certain type de production végétale ou animale. Or, on constate une diminution générale de ces ratios, indiquant que, dans tous les pays considérés, chaque type de production tend à être abandonné par des exploitations qui privilégient alors une autre spécialisation (graphique 4).

Dans les pays du Sud (Espagne, France, Italie), la spécialisation s'est faite au bénéfice des cultures permanentes, accentuant ainsi le décalage avec les pays du Nord où ce type de cultures est peu développé. Le renforcement des particularités se fait sentir aussi aux Pays-Bas, avec le développement relatif de l'horticulture et de l'élevage de granivores. En Allemagne, l'intégration des Länder de l'Est est venue renforcer le poids des grandes cultures (graphique 5).

La tendance générale des pays à se spécialiser sur leurs « créneaux » particuliers souffre une exception notable : l'élevage laitier. Les Pays-Bas et surtout la France, qui ont réduit sensiblement le poids de leur secteur laitier entre 1979 et 1995, s'opposent sur ce point aux quatre autres pays où cette part a plutôt

Tableau 5
Une évolution du revenu agricole par tête plus faible en Italie et aux Pays-Bas

En %

	Évolutions, en moyenne annuelle, entre « 1980 » et « 1995 » ¹						
	Espagne	France	Allemagne		Royaume-Uni	Italie	Pays-Bas
			Ensemble ²	Ouest ³			
En écus courants							
Valeur ajoutée ⁴	+ 4,7	+ 3,3	+ 3,9	+ 3,6	+ 3,6	+ 1,7	+ 3,6
Valeur ajoutée/UTA	+ 8,6	+ 7,1	+ 6,5	+ 7,1	+ 5,4	+ 5,2	+ 4,3
Revenu familial/UTA familiale	+ 10,3	+ 7,5	-	+ 6,7	+ 6,8	+ 5,1	+ 4,0
En valeur réelle							
Valeur ajoutée ⁴	+ 0,1	- 1,0	- 1,3	- 1,1	+ 0,3	- 3,2	- 0,2
Valeur ajoutée/UTA	+ 3,9	+ 2,7	+ 1,4	+ 2,0	+ 2,0	+ 0,2	+ 0,5
Revenu familial/UTA familiale	+ 5,5	+ 3,0	-	+ 1,6	+ 3,3	+ 0,1	+ 0,3

1. Calculs effectués à partir de la valeur moyenne constatée sur deux périodes triennales : 1979-80-81 (valeur affectée à l'année « 1980 ») et 1994-95-96 (affectée à « 1995 »).

2. Territoire limité aux Länder de l'ex-RFA (Ouest) en « 1980 », ensemble unifié en « 1995 ».

3. Période 1979-1992.

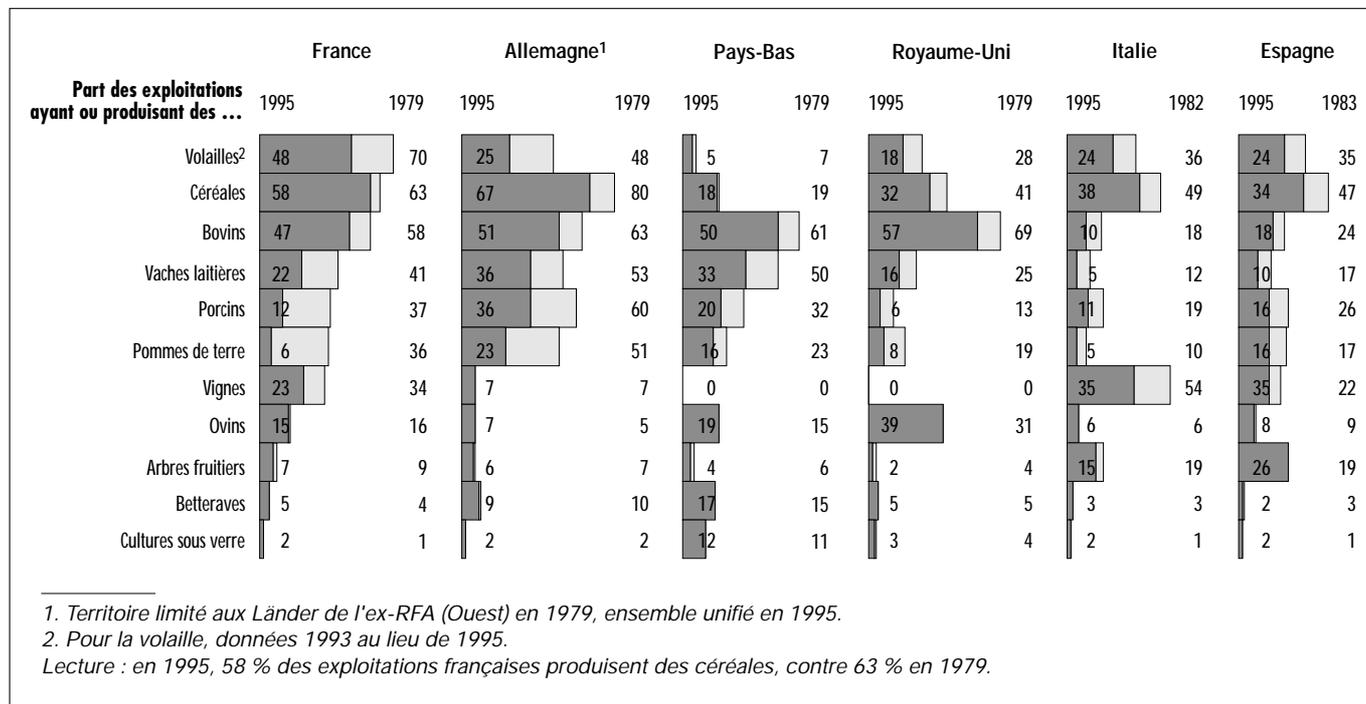
4. Valeur ajoutée nette au coût des facteurs.

Sources : Eurostat et AGRESTE - comptes économiques de l'agriculture

Graphique 4

Les productions se concentrent dans des exploitations de plus en plus spécialisées

En %

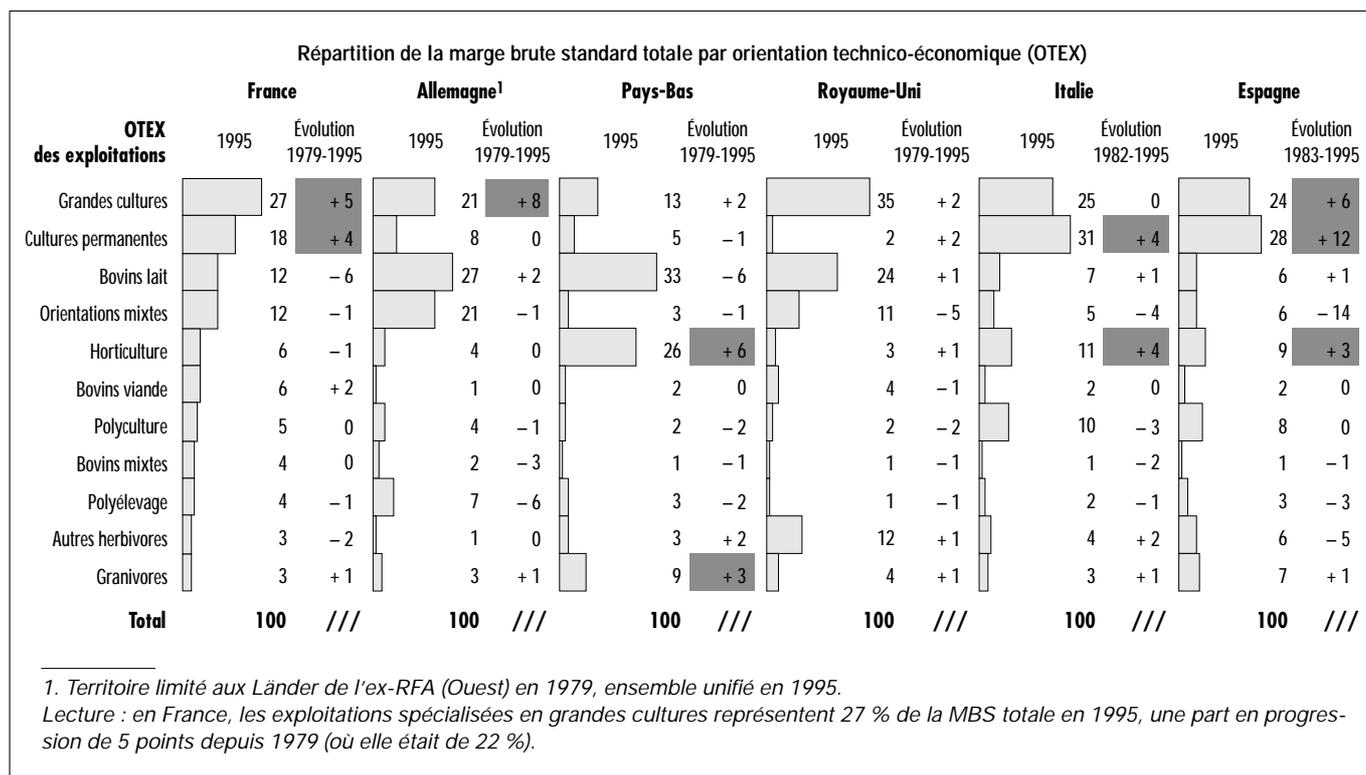


Sources : Eurostat et AGRESTE - calculs SCEES

Graphique 5

En cultures et en élevage hors-sol, les pays développent leurs créneaux

En %



Source : Eurostat

augmenté. En particulier, la baisse du nombre d'exploitations spécialisées en élevage laitier constatée en France est sans équivalent dans les autres pays (graphique 5).

La transformation du secteur laitier français

La mise en place des quotas laitiers en 1984 a interrompu la croissance de la production laitière en Europe. Dans tous les pays considérés (France, Allemagne, Pays-Bas, Royaume-Uni), la production laitière s'est ajustée à la baisse selon des rythmes assez voisins, et le respect des quotas a conduit à réduire le cheptel laitier. L'année 1984 marque une rupture à la baisse dans le nombre de vaches laitières dans tous ces pays. Parallèlement, le nombre d'exploitations exerçant une activité laitière s'est fortement réduit. Mais au-delà de ces caractéristiques communes, c'est en France que les restructurations consécutives à la mise en place des quotas ont été, semble-t-il, les plus sensibles (tableau 6).

En effet, alors que la baisse de la collecte depuis 1983 a été plutôt plus faible en France que chez nos partenaires, la baisse du nombre de vaches laitières y a été la plus importante. Le nombre d'exploitations pratiquant l'élevage laitier s'est aussi réduit plus nettement en France, et surtout ce recul a touché davantage les exploitations spécialisées en bovins lait que celles dont l'activité laitière est secondaire. Sur cette période, on constate ainsi un accroissement tant du rendement apparent par vache que de la taille moyenne du troupeau plus sensible en France que dans les autres pays. L'augmentation du rendement par vache, qui était déjà plus rapide avant la mise en place des quotas, rapproche progressivement les résultats français des performances plus élevées des pays du Nord. Enfin, le retournement des prairies permanentes au bénéfice des terres arables est un phénomène plus marqué en France que dans les autres pays.

En France, la restructuration laitière s'est traduite par la disparition de petites exploitations

Tableau 6
La restructuration du secteur laitier a été plus nette en France

	France	Allemagne		Pays-Bas	Royaume-Uni
		Ensemble ¹	Ouest		
Rythme annuel moyen d'évolution sur la période 1983-1995 (en %)					
Collecte de lait (tonnes)	- 0,9	+ 0,6	- 1,3	- 1,5	- 1,5
Nombre de vaches laitières	- 3,6	- 0,5	- 2,3	- 3,3	- 2,2
Nombre d'exploitations :					
- ayant des vaches laitières	- 7,7	- 5,4	- 5,7	- 4,3	- 3,3
- de l'OTEX bovins lait	- 8,1	- 3,3	nd	- 3,7	- 2,5
Rendement en lait par vache laitière	+ 2,8	+ 1,1	+ 1,0	+ 1,9	+ 0,7
Taille moyenne des troupeaux laitiers	+ 4,4	+ 5,2	+ 3,6	+ 1,0	+ 1,2
Rendement annuel par vache laitière					
Nombre de tonnes de lait en 1983	3,6	4,6	4,6	5,1	5,0
en 1995	5,0	5,2	5,1	6,3	5,5
Taille moyenne des troupeaux laitiers					
Nombre de vaches en 1983	17	14	14	40	58
en 1995	29	26	21	46	67
Troupeaux de moins de 10 laitières					
Pourcentage en 1983	37	46	46	17	12
en 1995	14	27	nd	9	7
Prairies permanentes dans l'ensemble « terres arables + prairies permanentes »					
Pourcentage en 1983	39	39	39	58	59
en 1995	33	31	36	53	58

1. Territoire limité aux Länder de l'ex-RFA (Ouest) en 1983, ensemble unifié en 1995.

Sources : Eurostat et AGRESTE - calculs SCEES

laitières. Certes, celles-ci étaient et restent, en proportion, plus nombreuses qu'aux Pays-Bas et au Royaume-Uni. Mais, par rapport à l'Allemagne – même unifiée –, la France conserve une plus faible proportion de petites exploitations laitières.

Les profondes modifications qu'a connues le

secteur laitier français depuis une quinzaine d'années ne l'ont pas conduit à accentuer son intensification. La marge brute à l'hectare des élevages laitiers non seulement reste en 1995 inférieure en France à celle de nos partenaires, mais elle a crû dans l'ensemble moins vite en moyenne sur la période (tableau 2).

Éléments bibliographiques

DEMOTES-MAINARD M., RATTIN S. (1997), « L'agrandissement des exploitations permet le maintien de leur revenu réel ». AGRESTE - *Les Cahiers* n° 21, septembre.

FRÉMONT J.-M. (1996), « L'agriculture européenne continue à se concentrer et à se spécialiser ». AGRESTE - *Les Cahiers* n° 9, octobre.